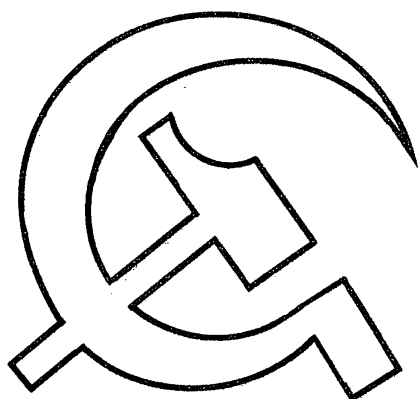




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 30 juin 2014

N° 403

PRIX : 0,60 Euro

MAURITANIE



CONNIVENCE ENTRE LE GOUVERNEMENT

LES ISLAMISTES ET LES ESCLAVAGISTES

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Mauritanie: connivence
entre le pouvoir, les
islamistes et les
esclavagistes

Page 3

Sénégal: victoire des
associations contre le « mur
de la honte ».

Page 4

Côte d'Ivoire: ce n'est pas
la pluie qui est responsable
des drames mais l'incurie
du pouvoir et la rapacité
des capitalistes

Page 6

Tchad: Deby commande
des avions pour toucher
des rétro-commissions

Page 8

Nigeria: Boko Haram
continue de massacrer et de
terroriser la population

Page 8

Afrique du Sud :

Les mineurs font plier les
trusts du platine

Page 11

France: Le combat des
mineurs mérite respect

ABONNEMENT

FRANCE: En tarif réduit

12 numéros: 15 euros

Le paiement se fait
uniquement en espèces ou
en timbres-poste courants

Autres pays:

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site: www.uatci.org

MAURITANIE

CONNIVENCE ENTRE LE POUVOIR LES ISLAMISTES ET LES ESCLAVAGISTES

Le chef d'une organisation islamiste mauritanienne baptisée Ahbab Errassoul (Les amis du prophète) a lancé récemment une "fatwa" contre une militante des droits de l'homme (Aminetou Mint el-Moctar) parce qu'elle a osé défendre publiquement dans un article de presse, un homme (Cheikh Ould Mkheitir) actuellement détenu injustement en prison par les autorités mauritaniennes. Son crime est d'avoir dénoncé l'esclavage dont sont victimes encore environ 150 000 personnes dans ce pays. L'esclavage y est officiellement aboli depuis 1981 mais il se pratique toujours en toute impunité. Les dirigeants qui se sont succédé à la tête de ce pays ont toujours fermé les yeux sur ces pratiques car eux-mêmes et leurs familles de riches possédants les pratiquent. Ceux qui sont punis en revanche, ce sont surtout les militants anti esclavagistes et les associations qui les soutiennent. Le pouvoir de l'actuel président Ould Abdel Aziz ne fait pas exception à la règle.

L'autre crime de Cheikh Ould Mkheitir est d'avoir osé critiquer des "écrits saints" des "érudits" locaux de l'islam dans lesquels la pratique de l'esclavage est explicitement tolérée. Cela lui a valu de la part des imams et des associations qu'ils dirigent (et qui ont pignon sur rue) des appels à la peine de mort pour "apostasie" et "propos sataniques". Cela a valu aussi à la militante des droits de l'homme, Aminetou, des menaces de mort proférées par la fatwa. Il est écrit dans cette fatwa que cette femme est "une infidèle" et que "quiconque la tue ou lui arrache les deux yeux sera rétribué chez Allah".

Les autorités du pays ne semblent pas du tout préoccupées par ces menaces de mort. Elles ont plutôt tendance à encourager les associations musulmanes de sortir dans les rues pour crier leur haine contre ceux qui ont le courage de dénoncer publiquement les injustices couvertes par l'islam en Mauritanie.

Voilà comment le pouvoir du dictateur Mohamed Ould Abdel Aziz, les mouvements islamistes et les partisans du maintien de l'esclavage font cause commune en Mauritanie sans que cela ne froisse les dirigeants des grandes puissances qui n'ont à la bouche que des mots hypocrites sur la "démocratie" et "les droits de l'homme"

MAURITANIE

LE DICTATEUR GALONNÉ RÉÉLU APRÈS UNE FARCE ÉLECTORALE

L'actuel président Mohamed Ould Abdel Aziz, a été réélu au premier tour avec plus de 80% des voix. Cela n'a surpris personne puisque ce n'était qu'une mascarade destinée à lui permettre de prétendre qu'il est légitimement élu. Les centaines "*d'observateurs*" européens et africains qui ont été autorisés à surveiller "*le bon déroulement*" du scrutin n'y ont fait que de la figuration pour valider le résultat final prévu d'avance.

Les principaux partis d'opposition qui avaient décidé de boycotter cette élection du 21 juin, n'ont pas présenté de candidats mais le président dictateur a néanmoins trouvé des candidats "*d'opposition*" sur mesure pour montrer qu'il avait des concurrents. Cela fait plus "*démocratique*" mais ne trompe que ceux qui veulent se laisser berner par cette farce électorale. De nombreuses personnes ont fait état des discriminations sur l'obtention de la carte d'électeur : les Maures blancs ont plus de facilité de se faire inscrire que les Noirs. Il y a eu aussi des fraudes massives lors des votes, au point que

les principaux dirigeants des partis d'opposition ont demandé l'annulation du scrutin.

Mohamed Ould Abdel Aziz est un galonné de l'armée mauritanienne. Il est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en août 2008 et l'année suivante, il s'est fait élire Président pour un mandat de cinq ans. Lui et son entourage se sont enrichis en mettant la main sur les recettes du pétrole récemment découvert dans ce pays ainsi qu'en octroyant des passe-droits aux chalutiers qui viennent piller les côtes poissonneuses de la Mauritanie.

Par sa réélection, il s'octroie le droit de prolonger son pouvoir de cinq années supplémentaires. Malgré les protestations, malgré les manifestations de rue contre l'organisation de cette élection, la CENI, qui supervise cette consultation électorale, a maintenu la victoire du dictateur sortant. Celui-ci peut se targuer, aux yeux du monde, d'être élu démocratiquement par son peuple.

DAKAR

VICTOIRE DES ASSOCIATIONS CONTRE LE MUR DE LA HONTE



Des manifestants contre le bétonnage de la Corniche

Malgré la protestation des riverains de la Corniche et des usagers des plages de ce quartier, le gouvernement sénégalais ne cesse de vendre à

des privés les terrains situés juste en bord de mer. Ceux-ci y construisent des villas et bâtissent des murs empêchant quiconque d'aller librement sur la plage. Selon l'association "*SOS Littoral*" qui se bat contre la privatisation et le bétonnage des plages de la Corniche, il ne reste plus qu'environ 300 mètres de plages libres d'accès au public et aux promeneurs.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la construction d'une grande villa par l'ambassadeur de Turquie. Un grand mur en béton y a été érigé, empêchant les promeneurs de voir la mer. Les associations de défense du littoral ont appelé les riverains et les promeneurs à signer des pétitions, à se rassembler et à manifester devant le "*mur de la*

honte" (c'est ainsi qu'elles ont baptisé ce mur). Mais au lieu de les écouter, le gouvernement a décidé d'envoyer les policiers pour réprimer les manifestants.

Il y a eu des affrontements avec les forces de l'ordre mais cela n'a pas du tout intimidé les associations et les protestataires. Ils ont continué leur lutte jusqu'à ce que le gouvernement finisse par céder. Au bout de quelques mois, le gouvernement a fini par négocier avec l'ambassadeur de la Turquie pour qu'il aille s'installer ailleurs. Le *"mur de la honte"* a été détruit grâce à la mobilisation.

C'est une victoire de ceux qui ont lutté pour que le littoral de la capitale ne soit la propriété de personne. Malheureusement, la politique de privatisation du littoral qui a commencé depuis de nombreuses années, continue pour le grand bien des promoteurs immobiliers qui le vendent à prix d'or à des riches pour y construire leurs demeures ou des hôtels de luxe *"les pieds dans l'eau"*. Il faudra encore d'autres luttes pour que les belles plages de Dakar et des environs redeviennent totalement libres d'accès pour tous.

CÔTE D'IVOIRE

CE N'EST PAS LA PLUIE QUI EST RESPONSABLE DES DRAMES MAIS L'INCURIE DU POUVOIR PUBLIC ET LA RAPACITÉ DES CAPITALISTES !

La saison des pluies a déjà fait officiellement 26 morts depuis le 5 juin, parmi les pauvres. En quelques jours, on compte 16 victimes rien que dans les bidonvilles d'Attécoubé, « santé 3 » et « Boribana ». Un enfant a aussi laissé sa vie ces derniers jours à Abobo. Comme dédommagement aux familles des victimes, le gouvernement a alloué une somme de 1 million de francs à chacune des familles. Ainsi, pour les riches, la vie d'un pauvre se réduit au prix d'une moto !



Un quartier envahi par les eaux de pluie

Ce drame n'est pas une fatalité. Et ceux qui en portent la responsabilité, ce ne sont pas les pauvres de ces bidonvilles qui sont obligés de se débrouiller comme ils peuvent pour se "loger" (parfois au risque de leur vie) mais les autorités de ce pays qui ne font rien pour que tout le monde puisse avoir un logement décent.

Dans une société où existerait une justice pour les pauvres, les hautes autorités responsables de la gestion de la commune, de la construction et de l'assainissement devraient immédiatement répondre de leurs crimes !

Mais les employeurs portent aussi une grande part de responsabilité de ces drames car si des travailleurs sont contraints de loger leurs familles dans ces bidonvilles dangereux, c'est parce que les bas salaires qu'ils touchent ne leur permettent pas de se loger dans de bonnes conditions.

Pour les riches et pour le gouvernement qui est à leur service, la vie des travailleurs et des populations pauvres ne compte pas beaucoup. De plus, ils ont le culot d'accuser les victimes de vivre dans des bidonvilles !

Ainsi, le maire de la commune d'Attécoubé a profité du dernier drame pour procéder à la destruction de plusieurs centaines d'habitations, jetant ainsi des centaines de personnes à la rue. Ses compères, maires du district d'Abidjan sont ensuite venus parader dans ces zones évacuées comme s'il s'agissait de la visite d'un cirque. Pour faire bonne figure, ils ont distribué un peu de riz et du sucre. Mais ces populations pauvres des bidonvilles ne réclament pas la charité !

Comme cette destruction des habitations d'Attécoubé n'a pas trouvé une résistance adéquate des habitants, le gouvernement en a profité pour annoncer au sortir du dernier « conseil des ministres » le « lancement d'une vaste opération de démolition de tous les sites des quartiers précaires à risque ». Si les bidonvilles sont détruits comme l'a annoncé le gouvernement, alors des milliers de sans logis, en grande majorité des travailleurs, se retrouveront à la rue. Mais pour le pouvoir public comme pour l'ensemble des classes riches, la vie des classes pauvres ne pèse pas lourd jusqu'au jour où ceux-ci réagissent collectivement et leur fassent peur.

La seule chose qui fera reculer le gouvernement dans son projet de destruction des

quartiers pauvres (sans donner une solution de rechange adéquate aux habitants), c'est la crainte que la colère ne gagne les rues. Il faut se rappeler que les gens du Fpi avaient reculé devant la menace de l'éclatement d'une grande colère lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Ce qui est certain, c'est que les travailleurs et l'ensemble des couches pauvres ne peuvent défendre leurs intérêts (en matière de logements comme en matière de salaires) qu'en s'organisant collectivement. Ils ne doivent compter ni sur la charité des classes aisées ni sur les promesses fumeuses des politiciens et des autorités publiques.

CÔTE D'IVOIRE

GESCO : SITUATION DRAMATIQUE POUR LES HABITANTS

Gesco, quartier situé dans la commune de Yopougon, est composé de sous-quartiers comme Pays-bas, Petit Paris, Ayakro, Mondon, quartier Gouro et est habité principalement par des populations à faibles revenus. On y trouve des maisons en dur et surtout en bois.

Avant la saison des pluies, les taxis même pris en course, hésitaient à rentrer dans le quartier à cause des voies impraticables. Avec la saison des pluies, plus aucun d'eux ne s'y aventure. Il n'existe pas de caniveaux pour une quelconque évacuation des eaux. Et quand il pleut, personne ne peut sortir car les eaux de ruissèlement peuvent vous emporter ou cacher de gros trous très dangereux.

En cas de maladie, la situation devient vraiment intenable. Les malades qui ne peuvent pas se déplacer seuls sont portés à même le dos jusqu'à la voie ou au terminus pour prendre un véhicule de transport en commun.

De plus, dans ce quartier, il existe des problèmes récurrents d'approvisionnement en eau potable. Il faut faire le rang, souvent de 20 h à l'aube, pour espérer en avoir. C'est pourquoi la saison des pluies est en même temps un malheur et un bonheur. Bonheur, car il est facile de récupérer de l'eau de pluie pour les besoins quotidiens. Il ne reste plus qu'à chercher l'eau pour boire ; malheur, à cause des inondations.

Le pouvoir public dit qu'il n'a pas d'argent dans les caisses lorsqu'il s'agit de satisfaire les besoins urgents de la population. Cela n'a pourtant pas empêché le chef de l'Etat de promettre de doubler la prime des footballeurs engagés au Mondial en cas de victoire. Maintenant qu'il y a défaite, cet argent serait bienvenu pour gratter les voies du quartier et créer des points d'eau pour les populations de ces quartiers.

Mais il ne faut pas y compter, les problèmes des populations pauvres n'est pas ce qui le préoccupe réellement.

MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE

Des manifestations contre la vie chère ont eu lieu le 23 juin dernier dans plusieurs quartiers d'Abidjan. Elles ont été organisées par le CICI (Collectif des Indignés de Côte d'Ivoire). A Yopougon Sable, au début, c'était quelques dizaines de femmes qui barraient la route en brandissant des pancartes sur lesquelles il était écrit « *Tout coûte cher sur le marché* » ou « *On a*

faim, on peut plus rien acheter », etc. Mais quelques minutes plus tard, la manifestation prit une autre allure, d'autres femmes de passage se joignaient au groupe pour aussi exprimer leur colère contre la vie chère. A Gesco, des femmes ont bloqué l'autoroute pendant plusieurs heures pour exprimer leur ras-le-bol contre la flambée des prix des denrées alimentaires. Il a fallu

l'intervention des forces de l'ordre pour disperser les manifestantes. A Siporex, un autre quartier de Yopougon, un groupe de femmes a, là aussi, manifesté sur la voie principale. Là, encore, la police est intervenue pour mettre fin à la manifestation. D'autres rassemblements ont eu lieu à Abobo et à Adjamé.

Ces manifestations, même si elles sont

restées limitées, sont révélatrices du ras-le-bol des classes populaires face à la flambée du coût de la vie. Si les autorités politiques ont réagi rapidement en envoyant les forces de l'ordre pour disperser les manifestants, c'est par qu'elles savent que dans la situation actuelle, ce genre de mécontentement peut se généraliser et qu'une étincelle peut provoquer un incendie.

TCHAD

DEBY COMMANDE DES AVIONS POUR TOUCHER DES RÉTRO-COMMISSIONS



Type de joujou comandé par Deby

Décidemment l'argent du pétrole qu'il vole lui tourne la tête. Le dictateur Deby vient d'acheter à la Russie des Mig-29 (leur nombre et le coût sont tenus secrets) pour son armée déjà suréquipée. Le prix d'achat des Mig, décidé après de laborieuses négociations entre les représentants des Etats, tournerait autour de 30 millions de dollars l'unité. Si Deby en a commandé une dizaine par exemple, cela ferait une sacrée somme d'argent de l'Etat gaspillée alors qu'elle pourrait servir à améliorer les conditions de vie des travailleurs de ce pays.

Récemment il a répondu aux ouvriers du site pétrolier de Moundou et Doba (sud du pays) en grève pour des augmentations de salaires qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses de l'Etat pour satisfaire leurs revendications. Sous le

même prétexte, il a refusé de prendre en compte les revendications des travailleurs de la Fonction publique qui réclamaient, eux aussi, des augmentations de salaires. Alors où a-t-il trouvé l'argent pour payer cash ces avions de combat ?

Depuis son arrivée au pouvoir en 1994, grâce au soutien actif du gouvernement français, l'aide militaire de cette ancienne puissance coloniale lui suffisait pour massacrer les rebelles qui tentaient de renverser son pouvoir dictatorial. En 2008 par exemple, des rebelles étaient aux portes de Ndjaména. Mais grâce à l'intervention des hélicoptères de combat de la France, les assaillants avaient été vaincus.

Alors pourquoi a-t-il acheté des avions ? Peut-être qu'il veut un peu montrer son «indépendance» vis-à-vis de l'ex-puissance coloniale. Avec les Mig-29, il n'aura pas besoin de quémander l'aide des avions de combat des troupes françaises, aide qui peut être parfois refusée. Peut-être aussi qu'il veut se montrer comme un puissant acteur sous-régional sur le plan militaire, à cause de ses interventions au Mali et en Centrafrique. Mais l'achat des Mig lui permet surtout de toucher des retro-commissions importantes sans trop attirer sur lui des regards indiscrets.

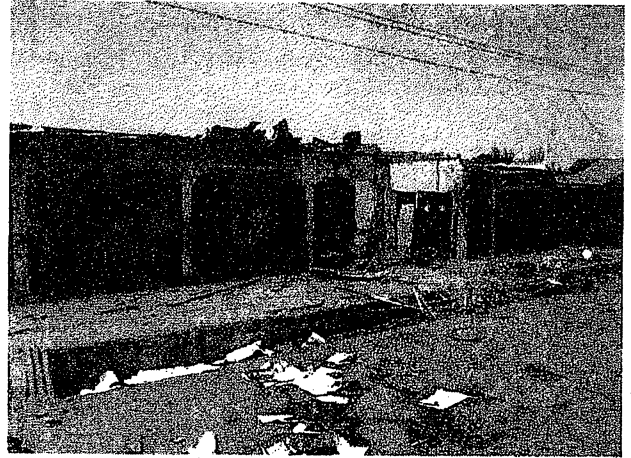
Nos dirigeants ont mille manières de détourner l'argent des caisses de l'Etat pour leurs intérêts personnels. Que les masses laborieuses croulent dans la misère, ce n'est pas leur problème.

NIGERIA

BOKO HARAM CONTINUE DE MASSACRER ET DE TERRORISER LA POPULATION

Deux mois après l'enlèvement de plus de 200 jeunes lycéennes de la ville de Chibok par les islamistes de Boko Haram, le gouvernement nigérian qui se dit résolu à anéantir ce mouvement, se distingue surtout par son impuissance. Les ravisseurs courent toujours car ils bénéficient d'un soutien indéniable au sein de l'appareil d'Etat. Ils viennent de commettre de nouvelles tueries et de procéder à de nouveaux enlèvements de femmes dans le village de Kummabza, situé dans l'Etat de Borno, où une trentaine de personnes ont été tuées et plus de 60 femmes enlevées. Trois autres villages ont été également attaqués et des habitants y ont été massacrés à cause de leur appartenance à une autre religion ou à cause du fait qu'ils ne pratiqueraient pas la religion musulmane selon les critères préconisés par Boko Haram. Le simple fait d'envoyer les jeunes filles à l'école est considéré par ces fanatiques comme un péché. Selon eux, une jeune fille doit être donnée en mariage dès l'âge de 12 à 13 ans et tout parent qui contrevient à cette règle mérite la mort.

L'arriération mentale de ces gens-là n'a pas de limite. Un de leurs dirigeants, Abubakar Shekau, qui s'exprime à travers des vidéos, a interdit à la population d'écouter de la musique ou de regarder la retransmission des matchs de football à la télévision car se serait, selon lui, des *"perversions venues de l'occident"* dans le but de dévier les musulmans de la religion. C'est ainsi que ses partisans ont *"puni"* ceux qui n'ont pas suivi ses interdictions. Dans la ville de Damaturu, située dans l'Etat de Yobe, alors qu'une grande foule regardait la retransmission d'un match de football du mondial, le mouvement islamiste Boko Haram a fait exploser une bombe. Il y a eu 21 morts. Quelques jours plus tôt, au début du mois de juin, une autre explosion, dans une autre ville, toujours lors d'une retransmission de match, a fait au moins 43 morts.



Damaturu, 18 juin : après l'explosion qui a détruit
le "centre de visionnage" d'un match du Mondial

Le mouvement Boko Haram veut instaurer un Etat islamique au nord du Nigéria. Il n'y est pas encore parvenu mais depuis 2009, il a déjà fait plusieurs milliers de morts. Mais si ce mouvement fanatique réussit un jour à prendre le pouvoir, ce sera pour la population pauvre, musulmane ou pas, une dictature encore plus féroce que celle actuelle de généraux et des civils.

Dans la situation actuelle, une partie importante de la population pauvre, surtout dans les Etats du Nord et du Nord-est, vit déjà dans des conditions matérielles misérables auxquelles s'ajoutent le poids des traditions et des règles moyenâgeuses édictées par des imans et des roitelets locaux. Le pouvoir central d'Abuja s'accommode très bien de ces vieilleries réactionnaires, il s'appuie même sur elles pour asseoir sa dictature et mettre la main sur les revenus pétroliers et les caisses de l'Etat. Ce qui gêne le président Goodluck Jonathan, et derrière lui les dirigeants des puissances occidentales, ce ne sont pas les idées religieuses réactionnaires prônées par Boko Haram, c'est surtout la remise en cause de l'autorité centrale de l'Etat qu'il dirige car cela empêche son clan et sa bande de voleurs, de parasites et d'assassins de s'enrichir tranquillement.

MADAGASCAR

LA RÉINTEGRATION DANS L'AGOA BÉNÉFICIERA SURTOUT AUX CLASSES RICHES

Le pays avait été exclu par les USA de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) en décembre 2009, c'est-à-dire depuis la mise à l'écart de Ravalomanana et son remplacement par le régime de transition dirigé par Andry Rajoelina. La réintégration dans cette structure permettra à nouveau aux patrons des entreprises des zones franches de bénéficier de certaines préférences commerciales telles que l'exonération de taxes douanières pour certaines exportations malgaches en direction des Etats-Unis d'Amérique.

Depuis l'élection du nouveau président Hery Rajaonarimampianina, de sa tournée aux Etats-Unis et en Europe, suivie de la mise en place de son gouvernement se proclamant très libéral et très ami des grandes puissances, celles-ci ont donc décidé de normaliser leurs relations avec les nouveaux dirigeants.

Le FMI accorde un prêt de 47 millions de dollars et la Banque Mondiale débloque 400 millions de dollars. Cet argent sera consacré en premier lieu à tout ce qui est nécessaire aux classes riches, internationales comme nationales

c'est-à-dire aux besoins du patronat. La réfection des routes, des ponts et de multiples infrastructures qui ont été délaissées depuis cinq ans par manque de crédits, est aussi prévue dans la foulée.

Ce programme profitera sans doute incidemment aux classes pauvres et le régime s'en glorifie à l'avance même si c'est elles qui auront à rembourser par la suite les dettes avec les intérêts qui vont avec. Mais le sort des classes pauvres, au premier rang desquelles les travailleurs, ne fait pas du tout partie des priorités du pouvoir. Les dirigeants des entreprises ont toute latitude ou presque, de faire comme bon leur semble et cela malgré les nombreuses années de privations qu'ils ont imposées aux travailleurs au nom de la relative mise à l'écart du pays par certaines grandes puissances.

Si les travailleurs veulent qu'il en soit autrement et qu'ils ne continuent pas à être les laissés-pour-compte, ils ont intérêt à recourir à leur force collective, c'est-à-dire aux luttes et aux grèves

AFRIQUE DU SUD

LES MINEURS FONT PLIER LES TRUSTS DU PLATINE

Depuis plusieurs mois de nombreux secteurs ouvriers de ce pays relèvent la tête et font savoir à leur manière, c'est-à-dire par des mouvements de grève, au patronat de ce pays et au gouvernement, qu'ils en ont marre de leurs conditions de vie et de salaires. Et on les comprend : pendant que les riches et les puissants se pavanent dans un luxe insolent, les travailleurs sont considérés comme des bêtes de somme tout justes bons qu'à produire du profit. L'ignoble période de l'apartheid est révolue et c'est une très bonne chose, mais le fossé entre le monde des riches et celui des classes pauvres, entre les travailleurs d'un côté et les capitalistes de l'autre, ne fait que s'agrandir. Tout cela sous la houlette de l'ANC, au pouvoir depuis 1989.

Cinq mois après le début de leur grève, les mineurs du platine de ce pays ont voté la reprise du travail, mais déjà une autre grande grève est annoncée pour débiter à partir du 1^{er} juillet, cette fois dans la métallurgie (hors automobile). Cette grève pour des revendications salariales concernerait 220 000 salariés de ce secteur.

Nous prenons à notre compte l'article publié par nos camarades de « Lutte Ouvrière » dans leur hebdomadaire n° 2395 et le reproduisons ci-dessous.

« C'est la tête haute que les 70 000 grévistes mettent fin à leur mouvement. Car ils auront fait céder les trois grands trusts du

platine : Anglo-American, Lonmin et Impala. Depuis cinq mois, ces trusts les traitaient par le mépris, les accusant d'avancer des revendications déraisonnables et de mettre l'économie du pays à genoux. Et depuis cinq mois ils jouaient sur le pourrissement de la grève et la lassitude des grévistes, tout en affamant leurs familles. Mais en vain.



Des grévistes montrant leur revendication

Les grévistes ont tenu bon. Et cela, malgré les provocations et la violence d'une police surarmée, présente en permanence tant autour des mines que dans leurs campements. Finalement, ce sont les grands patrons des mines qui ont dû ravalier leur arrogance.

Sans doute les mineurs n'obtiennent-ils pas le salaire de base mensuel à l'embauche de 12 500 rands (870 euros) qu'ils réclamaient. Mais ils obtiennent une augmentation de 2 950 rands (200 euros) étalée sur trois ans, qui portera le salaire d'embauche à 7 950 rands, soit une augmentation totale de 60 %. En outre la plupart de leurs primes seront désormais indexées sur l'indice du coût de la vie.

Par ailleurs, les assemblées de grévistes du 17 juin avaient exigé deux conditions pour entériner cet accord : la réintégration des grévistes licenciés et une prime de reprise. Sur le premier point, les groupes miniers ont cédé et 283 mineurs seront réintégrés. Sur le deuxième point, la mise en application de l'accord a été avancée au 1^{er} juillet 2013, avec effet rétroactif,

de sorte que tous les grévistes toucheront un rappel dès la reprise du travail, dont le montant minimum sera de 7 000 rands (490 euros).

C'est donc une victoire incontestable pour les grévistes. Elle est d'autant plus remarquable que, en plus de la brutalité de la police et des nervis des compagnies, qui chaque semaine ont fait des victimes dans leurs rangs, et en plus d'une campagne haineuse menée par les patrons miniers et le gouvernement au travers des médias, ils ont dû faire face également à l'hostilité active de Cosatu, la principale centrale syndicale, qui est liée au pouvoir.

Car, pour les dirigeants de Cosatu, les grévistes du platine commettaient un crime impardonnable. Déjà, à la suite du massacre de Marikana, où 34 grévistes avaient été abattus par la police en août 2012, ils avaient eu le tort d'entraîner une puissante vague de grèves en défiant le NUM, le syndicat des mineurs affilié à Cosatu. Puis ils avaient rejoint en masse un syndicat, AMCU, qui s'était formé hors de la centrale. Et cette année, c'est ce syndicat qui a dirigé la grève, tandis que le NUM, non seulement se révélait incapable de reprendre pied dans le platine, mais continuait à céder du terrain à AMCU dans d'autres secteurs miniers.

Du fait de cette hostilité tant des dirigeants de Cosatu que de ceux de la plupart des syndicats qui lui sont affiliés - mais aussi du fait du corporatisme de la direction d'AMCU - les grévistes du platine ont dû mener leur lutte dans l'isolement. Et ce, dans un pays où se déroulent constamment des luttes, parfois même des luttes impliquant un grand nombre de participants, que ce soit contre l'exploitation dans les entreprises ou contre la pauvreté dans les townships.

Malgré cet isolement, les mineurs l'ont emporté, au terme d'une grève qui aura été la plus longue de l'histoire de l'Afrique du Sud. Face à des trusts qui comptent parmi les plus riches de la planète, ils ont montré la puissance de l'action collective et déterminée des exploités ».

LE MONDIAL DU FOOT AU BRÉSIL

RÉJOUISSANCE POUR LES FINANCIERS PAS POUR LA POPULATION DU PAYS

Depuis le 12 juin les équipes de 32 pays s'affrontent sur les terrains de foot au Brésil pour la coupe du monde. Certes, voir se produire les meilleurs joueurs du monde est un spectacle qui fait plaisir. Le foot comme toutes les disciplines sportives de haut niveau sont réservés à un nombre très limité de personnes. Le sport et les compétitions devraient être accessibles à toutes les personnes jeunes ou vieilles pour le bien être, physique et mental. Ce n'est pas du tout la préoccupation des dirigeants de tous les pays de la planète. Bien plus pour ces dirigeants c'est une occasion d'attiser le nationalisme, le patriotisme des peuples les uns contre les autres.

Les grandes puissances disposent de gros moyens financiers pour sélectionner des jeunes et former des équipes de haute gamme. Et de ce fait elles s'imposent aux équipes des petits pays qui, parfois, créent la surprise.

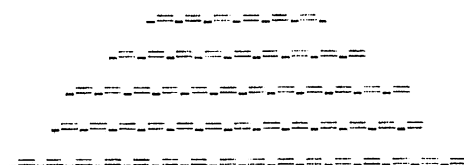
La Fifa et les dirigeants des Etats qui organisent ces rencontres sportives à coups de milliards d'euros font la grande joie des patrons du Bâtiment (pour la construction des stades) et des médias. Sur douze stades, cinq sont entièrement neufs. Pour la construction des nouveaux stades et la rénovation des autres, le coût est de l'ordre de centaines de millions d'Euros pour chacun. Et le coût total se compte par milliards. La retransmission des matchs se vend au prix de dizaines de millions d'euros. C'est aussi une aubaine pour les chaînes de télévisions. Et pendant toutes ces manifestations sportives, les Etats espèrent faire oublier aux populations pauvres leurs conditions de vie misérables.



Brasilia, 30 mai : Une manifestation contre la Coupe du monde devant le stade de Mané-Garrincha

Mais les populations pauvres du Brésil ne l'entendent pas de la même manière. Dès le début, elles ont profité de cette occasion, non pas pour empêcher le déroulement de la Coupe, mais pour dénoncer la corruption et réclamer une meilleure éducation pour les jeunes et une meilleure politique de santé publique pour les pauvres. C'est ainsi que des manifestations ont eu lieu dans les grandes villes où se déroule la Coupe.

A San Paulo, des travailleurs du métro, en grève, ont manifesté le 12 juin contre le licenciement de 42 de leurs camarades. La police a violemment refoulé les manifestants. A Rio, une manifestation a parcouru le centre-ville en revendiquant des fonds pour la santé et l'éducation. Ces actions ont eu lieu aussi dans les grandes villes comme Recife, Porto Alegre, Belo Horizonte et Fortaleza. Ces manifestations sont le signe d'une révolte qui gronde dans le pays et que la passion du foot qui règne fait provisoirement taire. Il faut espérer que les travailleurs du Brésil ne s'arrêteront pas là.



FRANCE

MÊME SI LES CHEMINOTS N'ONT PAS GAGNÉ, LEUR COMBAT MÉRITE LE RESPECT DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Pendant de nombreux jours, des travailleurs de la SNCF ont fait grève parce qu'ils n'acceptent pas les réductions d'effectifs, la dégradation permanente de leurs conditions de travail, les horaires déments, les pressions pour les faire travailler toujours plus de dimanches, les bas salaires, etc. Ils ont affirmé par ce mouvement qu'ils ne sont pas corvéables à merci. Ils peuvent être fiers de la lutte qu'ils viennent de mener même si le rapport de forces n'a pas suffi pour, cette fois, à faire reculer le gouvernement.



Manifestation de cheminots en grève

D'ailleurs celui-ci ne limite pas ses attaques contre les seuls salariés du rail, il s'en prend, dans la continuité des précédents gouvernements, au monde du travail en général. Son arrogance à l'égard des travailleurs n'a d'égale que sa soumission à l'égard des possédants. Il multiplie les cadeaux aux entreprises et aux banques sous prétexte de les aider à être plus compétitives face à la concurrence de leurs homologues des autres pays.

Et c'est dans tous les pays du monde que ces gens-là agissent de la sorte. Ils se livrent à une guerre économique les uns contre les autres, par de-là les frontières mais avec la vie et la santé des travailleurs.

Que l'on soit ouvrier dans l'industrie ou travailleur dans la restauration, dans le bâtiment

ou dans une société de nettoyage, de gardiennage ou tout autre secteur ; on ne peut pas accepter les reculs que le patronat et le gouvernement nous imposent.

Beaucoup de travailleurs qui effectuent des tâches pénibles - c'est le cas de la plupart d'entre nous qui sommes originaires des pays d'Afrique - souffrent de maux liés à l'aggravation des conditions de travail. La médecine appelle ces pathologies : des Troubles Musculo-Squelettiques (TMS). En cette période où le chômage bat des records, de nombreuses personnes endurent leur souffrance et font tout pour que leur employeur ne soit pas au courant de leur handicap ou de leur maladie, de peur d'être jetées à la rue. Avec la perte de leur emploi, elles seraient dépouillées de la seule source de revenu qui leur permet de vivre et à leurs proches restés au pays, de subvenir à leurs besoins, même si c'est de plus en plus difficile.

Parmi les attaques, il y a aussi celles qui sont menées contre les vétérans : l'âge de départ à la retraite et le calcul des pensions ont été révisés à plusieurs reprises, dans un sens défavorable aux travailleurs. L'offensive gouvernementale contre les travailleurs du rail, l'avidité des patrons de tous les secteurs, à faire toujours plus de profits au détriment de la vie des travailleurs, n'a presque pas de limite. Cependant tous, nous faisons partie de la classe ouvrière, celle qui produit les biens, les transforme et les achemine à travers le pays et vers d'autres pays. Le rôle de la bourgeoisie capitaliste qui ne fait que bâtir sa fortune, devient de plus en plus inutile et parasitaire dans la société.

Alors tous ensemble et par la lutte, les travailleurs de tous les secteurs, français comme immigrés, ont les moyens de faire en sorte que les attaques contre leur classe, cessent et que leurs acquis démolis d'année en année, soient restitués.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.